



COMMUNE DE VENELLES

PORTANT AUTORISATION DE POSE D'ENSEIGNE  
AU NOM DE LA COMMUNE DE VENELLES

AM/PS/JCF/AG/EE

**Le Maire de la Commune de Venelles,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'Environnement, Chapitre 1<sup>er</sup> Titre VIII livre V et notamment les articles R.581-7, R.581-9, R.581-10, R.581-13 et R.581-16 du code de l'environnement fixant les dispositions générales relatives aux autorisations d'enseignes ;

**Vu** le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), approuvé par le Conseil de la métropole Aix-Marseille-Provence le 05 décembre 2024 ;

**Vu** l'arrêté du Maire de Venelles n°A 2026- 164 AG en date du 27 mars 2026 portant délégation de signature liée à la délégation de fonction au profit de Monsieur Jean Charles FIARD ;

**Vu** la demande d'autorisation préalable de nouvelle installation d'un dispositif ou d'un matériel supportant de la publicité, une préenseigne ou une enseigne, enregistrée sous le n° **DE 013 113 26 0011**, déposée le 16 avril 2026, par **LM AUTO**, représentée par Monsieur Barge Anthony, sur un terrain **sis 90, avenue des Logissons (13770)** ;

**Vu** la Zone de Publicité Restreinte ZP4b1 ;

--- 0 0 0 ---

**Considérant** que le projet consiste à l'installation d'une préenseigne sur un support scellé au sol pour une surface totale de 3m2 ;

**Considérant** que le projet respecte les dispositions réglementaires des articles P4b ;

**ARRÊTE :**

**Article 1 :** La demande d'autorisation de pose d'une préenseigne est accordée pour l'objet de la demande susvisée selon les descriptifs et plans joints au dossier.

**Article 2 :** Le ou les bénéficiaires de l'autorisation veillent à ce que l'enseigne soit réalisée avec des matériaux durables et maintenue en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement pendant toute la durée de son implantation, conformément aux dispositions du Code de l'environnement relatives aux enseignes.

**Article 3 :** Le présent arrêté s'applique dès sa publication à toute installation nouvelle ou à toute modification d'une installation existante. Les dispositifs soumis à déclaration conforme à la réglementation antérieure et ne satisfaisant pas aux prescriptions nouvelles peuvent être maintenus pendant deux ans suivant le jour d'entrée en vigueur du règlement.

**Article 4 :** Le ou les bénéficiaires de l'autorisation devront supprimer l'enseigne et remettre les lieux en état dans les trois mois qui suivent la cessation de l'activité déclarée, en application de l'article R 581-58 du Code de l'Environnement modifié par Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 article 2, sous peine d'une contravention de 2<sup>ème</sup> classe.

Déclaration en sera faite à la mairie.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de Monsieur le Maire de Venelles et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter du jour de sa publication.

Fait à Venelles, le 16 avril 2026

Pour le Maire, Arnaud MERCIER  
Le conseiller Municipal délégué aux commissions  
de sécurité, occupation du domaine public,  
prévention de la délinquance et au RLPI



Jean-Charles FIARD

Certifié affiché du .....	1	Le directeur général des services,
..... au .....		Philippe SANMARTIN

